

# COI Focus

## TUNISIE

### La situation sécuritaire

8 juin 2015 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original: néerlandais

#### DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes d'asile individuelles. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande d'asile. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008).

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual asylum applications. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the asylum application. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008).

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

## Table des matières

<b>Introduction</b> .....	<b>3</b>
<b>1. Contexte général</b> .....	<b>4</b>
<b>2. Conditions de sécurité</b> .....	<b>7</b>
2.1. Généralités .....	7
2.2. Menace terroriste et criminalité .....	7
2.2.1. Acteurs de la violence .....	7
2.2.2. Cibles de la violence .....	9
2.2.3. Répartition géographique de la violence .....	11
2.2.4. L'appareil de sécurité .....	13
2.3. Violences politiques .....	14
2.4. Conflits sociaux .....	14
<b>Résumé</b> .....	<b>18</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>19</b>
Annexe 1 : Carte administrative de la Tunisie .....	<b>19</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>20</b>
Sources écrites et audiovisuelles .....	20

## Introduction

L'objet de la recherche est de présenter un état de la situation sécuritaire en Tunisie. Le présent document est une version mise à jour du COI Focus *Tunisie : Conditions actuelles de sécurité* du 14 mars 2014. La période d'avril 2014 au 14 mars 2015 a été étudiée en particulier. Au moment de finaliser la rédaction, le 18 mars 2015, un attentat a été commis dans la capitale Tunis, au musée du Bardo, où 21 touristes et un policier ont trouvé la mort. En raison de son importance, cet événement est inclus au point 2.2.3. *Cibles de la violence*. Les informations concernant cet attentat ont été actualisées fin mai 2015 et les recherches d'information menées jusqu'au 3 juin 2015.

Dans une première partie seront décrits la genèse du soulèvement populaire de la fin 2010, les développements politiques survenus depuis lors et la nouvelle situation politique de la Tunisie.

Une deuxième partie abordera la situation sécuritaire, avec une attention particulière pour la nature des violences, les instigateurs et les cibles visées. Une carte de la Tunisie indiquant les 24 provinces pourra être trouvée en annexe.

Des sources variées ont été consultées, notamment des rapports d'organisations internationales, des dépêches d'agences et des articles de la presse locale. L'ouvrage *De Arabische cocktail* de Jef Lambrecht, journaliste de 1978 à 2010 à la VRT-radio, spécialiste du Moyen-Orient, a également été utilisé comme source.

La transcription de l'arabe est notoirement problématique. Le système de transcription standardisée (ISO 233-2) qui a été développé s'avère peu pratique pour un usage courant car il fait appel à de nombreux signes diacritiques. La transcription de l'arabe en français est parfois flottante. Pour les noms communs, nous utiliserons l'orthographe du *Petit Robert* (p. ex. djihad). En ce qui concerne les noms de lieux et de personnes, les noms de groupes armés et de partis politiques, nous suivrons l'orthographe la plus souvent utilisée dans les médias généralistes francophones.

Le Cedoca suit de très près la situation en Tunisie. En cas de développements ou de changements majeurs qui entraînent une modification de la situation sur place, le présent COI Focus fera l'objet d'une mise à jour dans les meilleurs délais.

## 1. Contexte général

La « Révolution de Jasmin », le soulèvement populaire qui a ouvert la voie à ce qu'on appellera par la suite le Printemps arabe, a commencé le 17 décembre 2010. Ce jour-là, à Sidi Bouzid, dans le centre du pays, Mohammed Bouazizi, un vendeur de fruits de 26 ans à qui un policier avait confisqué sa marchandise, s'immole par le feu en signe de protestation contre les autorités<sup>1</sup>.

Les manifestations de protestation que cet acte a suscitées dans les régions défavorisées de Sidi Bouzid et de Kasserine se sont ensuite étendues à tout le pays. Des Tunisiens de tous âges et de diverses classes sociales sont descendus dans la rue pour manifester leur colère et leur indignation, bientôt rejoints par des syndicats, des organisations étudiantes, des militants politiques et des défenseurs des droits de l'homme. Des affrontements violents ont éclaté entre les manifestants et les forces de l'ordre et des milices armées. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, ces milices ont recouru à la violence contre des manifestants pacifiques (Office of the High Commissioner For Human Rights, OHCHR). Selon les informations des Nations unies (ONU), 147 civils ont été tués et 510 blessés entre le 17 décembre 2010 et le 14 janvier 2011<sup>2</sup>.

La Révolution de Jasmin s'est poursuivie jusqu'à ce que le président Ben Ali prenne la fuite, le 14 janvier 2011 et quitte le pays, après 23 ans de règne. La révolution n'a donc duré qu'une trentaine de jours et l'état d'urgence a été décrétée immédiatement après<sup>3</sup>.

Le 23 octobre 2011 ont eu lieu les premières élections libres, moins d'un an après le début des protestations. Les électeurs étaient appelés à élire une assemblée constituante. Un gouvernement de transition a également été formé. Ces élections ont donné une large victoire aux Frères musulmans du parti Ennadha, longtemps réprimé sous Ben Ali<sup>4</sup>. Ennadha s'est allié avec deux autres pour former le gouvernement de transition. Les deux autres partenaires de cette troïka étaient un parti de gauche, le Congrès pour la République (CPR) de Moncef Marzouki, qui a été désigné président de la République le 12 décembre 2011, et un parti de tendance social-démocrate, *Ettakol*. Le secrétaire général d'Ennadha, Hamadi Jebali, a accédé au poste de premier ministre<sup>5</sup>.

Avec le temps, son gouvernement a fait l'objet de critiques de plus en plus vives de la part la société civile et de l'opposition, et les médias se sont également montrés très sévères, surtout à l'égard du parti Ennadha. L'assassinat d'un opposant laïque, Chokri Belaïd, le 6 février 2013, a suscité une nouvelle vague de protestations, cette fois contre Ennahda et l'islamisme. Certains ont accusé le parti Ennahda d'être responsable du meurtre, alors que la police accusait les salafistes<sup>6</sup>. Les bureaux d'Ennadha ont été attaqués et des heurts entre policiers et manifestants ont eu lieu devant le ministère de l'Intérieur à Tunis. Le premier ministre Jebali a alors proposé la dissolution de son gouvernement et la formation d'un gouvernement d'union nationale jusqu'à la rédaction d'une nouvelle Constitution, mais son propre parti a rejeté cette solution. Jebali a démissionné de son

<sup>1</sup> De Redactie.be, 20/06/2011, [url](#) ; Tunisia Live, 31/01/2014, [url](#)

<sup>2</sup> Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), s.d., [url](#)

<sup>3</sup> Lambrecht, J., *De Arabische cocktail : van revolutie tot contrarevolutie*, Leuven : Halewyck, 2013, p. 27-34 ; De Redactie.be, 20/06/2011 [url](#)

<sup>4</sup> Washington Institute, 18/11/2011, [url](#) ; Office Français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), 08/08/2014, [url](#)

<sup>5</sup> Mondiaal Nieuws (MO), 30/01/2013, [url](#) ; Lambrecht, J., *De Arabische cocktail : van revolutie tot contrarevolutie*, Leuven : Halewyck, 2013, p. 27-34 ;

<sup>6</sup> BBC, 29/07/2013 [url](#) ; Human Rights Watch (HRW), 21/01/2014, [url](#)

poste de premier ministre le 19 février 2013<sup>7</sup> et pour lui succéder, Ennadha a désigné Ali Larayedh, jusque-là ministre de l'Intérieur<sup>8</sup>.

Le 25 juillet 2013, un autre opposant laïque, Mohammed Brahmi, a été assassiné. Il était membre du Front populaire, le parti de Chokri Belaïd. Après cet assassinat, des actions de protestation ont éclaté dans plusieurs villes du pays et ont duré plusieurs semaines<sup>9</sup>. Plusieurs partis ont réclamé la démission du gouvernement. Un mouvement de protestation, *Tamarod*, a appelé la population à manifester pour obtenir le départ du gouvernement. Le dirigeant du Front populaire a appelé à organiser des actions non violentes pour chasser le gouvernement<sup>10</sup>. Le syndicat le plus important et le plus influent du pays s'est rallié à l'opposition, qui réclamait la formation d'un gouvernement de technocrates indépendants<sup>11</sup>. Cet assassinat a plongé la Tunisie dans une profonde crise politique jusqu'à la fin de l'année 2013.

Fin octobre 2013, le premier ministre Ali Larayedh a confirmé l'intention du gouvernement de démissionner après l'adoption d'une nouvelle constitution et la création d'une commission électorale chargée de fixer la date de nouvelles élections. Après quelques semaines de négociations entre le gouvernement et l'opposition, un accord politique a été conclu le 14 décembre 2013 pour désigner un nouveau premier ministre, Mehdi Jomaa, ingénieur et ancien ministre.

Suite à cet accord sur un plan de transition, Ali Larayedh a remis sa démission début 2014<sup>12</sup>. Son remplaçant, Mehdi Jomaa, sera désigné dans les quinze jours pour diriger un gouvernement de technocrates (sans affiliation politique) jusqu'aux prochaines élections<sup>13</sup>.

Le 26 janvier 2014, l'assemblée constituante approuvait une nouvelle constitution, considérée par beaucoup comme la plus progressiste du monde arabe. Cette constitution intervient après trois années de troubles sans précédent, caractérisés par des violences sporadiques, des règlements de compte politiques, une polarisation politique et des incertitudes économiques<sup>14</sup>. Juste avant l'adoption de la nouvelle constitution, Mehdi Jomaa a présenté son nouveau gouvernement, dont les postes-clés étaient confiés à des technocrates ayant une expérience internationale<sup>15</sup>.

Le 6 février 2014, la Tunisie a officiellement célébré sa nouvelle constitution et son nouveau gouvernement en présence de nombreux chefs d'État étrangers<sup>16</sup>. Un peu plus de trois ans après la chute de Ben Ali, la Tunisie a accompli un programme de transition démocratique considéré comme exemplaire par certaines sources<sup>17</sup>.

Le 6 mars 2014, l'état d'urgence en vigueur depuis le départ de Ben Ali, trois ans plus tôt, a été levé<sup>18</sup>.

---

<sup>7</sup> Jeune Afrique, 21/02/2013

<sup>8</sup> Jeune Afrique, 22/02/2013

<sup>9</sup> Reuters, 06/08/2013, [url](#) ; Jeune Afrique, s.d., [url](#)

<sup>10</sup> Reuters, 25/07/2013, [url](#)

<sup>11</sup> Reuters, 01/08/2013, [url](#)

<sup>12</sup> Al-Jazeera, 09/01/2014, [url](#)

<sup>13</sup> Reuters, 26/01/2014 [url](#) ; BBC News, 09/01/2014, [url](#)

<sup>14</sup> Tunisia Live (BenAchour, F.), 31/01/2014, [url](#)

<sup>15</sup> Reuters, 26/01/2014, [url](#)

<sup>16</sup> AllAfrica, 06/02/2014, [url](#)

<sup>17</sup> The Guardian, 26/12/2014, [url](#) ; Reuters, 14/01/2014, [url](#) ; Congressional Research Service (CRS), 10/02/2015, [url](#)

<sup>18</sup> De Redactie.be, 06/03/2013, [url](#)

Le 26 octobre 2014, le parti laïque Nidaa Tounes a remporté les élections législatives devant le parti Ennadha, qui avait triomphé aux élections d'octobre 2011 et dominé le gouvernement de transition. Nidaa Tounes obtient 85 sièges au parlement, contre 69 pour Ennadha<sup>19</sup>.

Michaël Gahler, chef de la mission d'observation du Parlement européen a déclaré à que ces élections avaient été « transparentes et organisées avec professionnalisme ». Il a également loué le dialogue franc et ouvert qui a lieu avec des dirigeants politiques tunisiens lors de discussions avec le Parlement européen. Le taux de participation des jeunes aurait été faible d'après M. Gahler, selon qui ces élections représentent un premier pas vers la démocratie, le parlement nouvellement élu devant à présent montrer qu'il est capable de répondre aux aspirations démocratiques et sociales de la population<sup>20</sup>.

Un mois plus tard, le 23 novembre 2014, les Tunisiens étaient appelés à élire leur nouveau président. Il s'agissait de la première élection présidentielle libre et démocratique depuis l'indépendance du pays en 1956. Aucun candidat n'ayant obtenu la majorité absolue, un deuxième tour a eu lieu le 21 décembre 2014 pour départager Moncef Marzouki, du Congrès pour la République (CPR), président par intérim depuis le 12 décembre 2011, et Béji Caïd Essebsi du parti laïque Nidaa Tounes. Elu président avec 55,68%, Caïd Essebsi a prêté serment le 31 décembre 2014<sup>21</sup>.

La Tunisie entame donc l'année 2015 avec une nouvelle constitution, un nouveau parlement, un nouveau gouvernement et un nouveau président<sup>22</sup>. Les services de sécurité avaient été placés en état d'alerte maximale en raison de la menace des militants islamistes de perturber le deuxième tour de la présidentielle. Les élections législatives et les deux tours de la présidentielle se sont déroulés dans le calme, selon l'agence Reuters et la BBC. Les forces de sécurité ont tué un homme armé d'un fusil et arrêté trois personnes qui avaient envahi un bureau électoral à Kairouan quelques heures avant le début du second tour de la présidentielle<sup>23</sup>. Le Secrétaire général des Nations unies a considéré que l'élection présidentielle avait été un « succès » et représentait une étape cruciale dans le processus de transition<sup>24</sup>.

Le nouveau président, Béji Caïd Essebsi, appartenait, selon l'agence Reuters, au cercle des fidèles de Ben Ali, sous le régime duquel il a exercé les fonctions de président du parlement et de ministre. Le retour de fidèles de Ben Ali n'est pas sans inquiéter les opposants du nouveau président, qui craignent une concentration des pouvoirs aux mains d'un seul et considèrent que sa victoire remet en cause les acquis de la révolution<sup>25</sup>. Juste après l'annonce de la victoire de Caïd Essebsi, des échauffourées ont éclaté dans les villes de Tataouine et Hamma, dans le sud du pays<sup>26</sup>.

Le 5 février 2015, le Parlement a approuvé le nouveau gouvernement de coalition composé du parti laïque Nidaa Tounes et du parti islamiste Ennadha. Il s'agit du premier gouvernement issu d'élections démocratiques depuis le départ de Ben Ali en 2011<sup>27</sup>.

<sup>19</sup> Reuters, 29/10/2014, [url](#)

<sup>20</sup> European Parliament, 28/10/2014, [url](#)

<sup>21</sup> IFES Election Guide.org, s.d., [url](#) ; Le Monde, 23/12/2014, [url](#) ; Reuters, 31/12/2014, [url](#)

<sup>22</sup> el-Arabiya, 26/12/2014, [url](#)

<sup>23</sup> Reuters, 21/12/2014, [url](#) ; British Broadcasting Corporation (BBC), 21/12/2014, [url](#)

<sup>24</sup> UN News Service, 23/12/2014, [url](#)

<sup>25</sup> Reuters, 31/12/2014, [url](#) ; De Redactie.be (Vrancken, I.), 22/11/2014, [url](#)

<sup>26</sup> Daily Mail, 22/12/2014, [url](#) ; The Business News.com Tunisia, 23/12/2014, [url](#)

<sup>27</sup> Agence France Press (AFP) via Ahram Online, 05/02/2015, [url](#) ; Washington Post, 03/02/2015, [url](#)

## 2. Conditions de sécurité

### 2.1. Généralités

De même que les autres pays d'Afrique du nord, la Tunisie n'est pas totalement épargnée par l'insécurité, comme le signale le Centre de recherche du Congrès américain dans un rapport d'octobre 2014 consacré à la transition politique en Tunisie. Ce rapport relève également que des groupes extrémistes violents actifs en Afrique du nord et en Afrique de l'ouest profitent de la porosité des frontières et de la faiblesse des forces de sécurité. Ces groupes, dont al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et ses différentes ramifications, ainsi que Ansar al-Charia (« Partisans de la loi islamique »), trouvent également un terreau favorable dans les frustrations de la population et la mauvaise gouvernance des pays de la région. La Tunisie n'est pas en proie à la violence comme la Libye mais elle n'est pas non plus totalement épargnée. La détérioration de la situation en Libye, qui partage une frontière avec la Tunisie, a également des répercussions sur la sécurité dans ce pays<sup>28</sup>. La Fondation allemande pour la Science et la Politique (Stiftung Wissenschaft und Politik, SWP), un institut de recherche allemand spécialisé dans les relations internationales et les questions de sécurité, estime que des mesures et des projets de collaboration doivent être rapidement mis en œuvre avec la Tunisie au niveau sécuritaire et économique pour que le pays puisse rester un exemple éclairant pour les autres pays de la région. L'insécurité et la situation de l'économie sont en effet indissolublement liées. La transformation démocratique de la Tunisie ne fait aucun doute mais reste fragile. Selon une enquête menée par le Pew Research Center, un centre de recherches américain qui s'intéresse aux questions sociales et religieuses, la proportion des Tunisiens qui se déclarent satisfaits de la démocratie est passée de 63 % en 2012 à 48 %<sup>29</sup>.

### 2.2. Menace terroriste et criminalité

#### 2.2.1. Acteurs de la violence

Plusieurs groupes extrémistes ont vu le jour en Tunisie après la révolution de 2011. Selon le Centre de recherche du Congrès américain et Haïm Malka, directeur adjoint du Programme pour le Moyen-Orient au Center for Strategic and International Studies (CSIS), les deux principales tendances du salafisme djihadiste à l'œuvre en Tunisie sont représentées par Ansar al-Charia en Tunisie (AST) et la Brigade Okba Ibn Nafaa. Ansar al-Charia est le groupe le plus important et le mieux organisé alors que la Brigade Okba Ibn Nafaa aurait des liens avec AQMI. Selon le Los Angeles Times, la Brigade serait en réalité la branche militaire d'Ansar al-Charia<sup>30</sup>.

Selon un rapport de l'International Crisis Group de février 2013, les autorités tunisiennes soupçonnent des membres du groupe salafiste Ansar al-Charia d'avoir des liens ou d'avoir collaboré avec d'autres groupes dans la plupart des attentats commis jusqu'à présent en Tunisie. Ansar al-Charia a des liens avec des mouvements engagés dans le djihad international<sup>31</sup>, selon l'International Crisis Group. Il ne revendique en général pas la responsabilité des attentats, selon le Centre de recherche du Congrès américain. Ce groupe est apparu en 2011 en tant que parti non violent surtout dédié au travail social, mais ses relations avec les autorités tunisiennes se sont envenimées depuis

<sup>28</sup> Congressional Research Service (CRS), (Alexis, A. & Humud, C. E.), 22/10/2014, [url](#)

<sup>29</sup> Stiftung Wissenschaft und Politik (Mölling, C., & Werenfels, I.), 12/2014, [url](#)

<sup>30</sup> Congressional Research Service (CRS), (Alexis, A. & Humud, C. E.), 22/10/2014 [url](#) ; CSIS, (Malka, H.), 15/12/2014 [url](#) ; Los Angeles Times, 18/02/2015, [url](#)

<sup>31</sup> International Crisis Group, 13/02/2013 [url](#) ; Reuters (Markey, P.), 03/11/2013, [url](#)

2013<sup>32</sup>. En réponse à un attentat meurtrier commis le 29 juillet 2013, le gouvernement tunisien a officiellement désigné AST comme groupe terroriste le 27 août 2013<sup>33</sup>. Selon des informations communiquées par certains médias, le chef du mouvement, Seifallah Ben Hassine, alias Abou Iyadh, aurait séjourné jusqu'à récemment en Libye, d'où il aurait pris la fuite pour l'Irak avec d'autres salafistes connus<sup>34</sup>. A la mi-décembre 2014, quatre islamistes combattant dans les rangs de l'Etat islamique (EI) en Irak ont revendiqué dans un enregistrement vidéo les meurtres en 2013 des opposants laïques Mohamed Brahmi et Chokri Belaïd, meurtres qui avaient déstabilisé la transition politique, comme déjà évoqué au point 1. *Contexte général*. Les quatre islamistes auraient fui en Irak avec Abou Iyadh. Deux d'entre eux, Boubaker al-Hakim et Abou Moussa, ont été identifiés par les médias tunisiens comme de haut responsables d'Ansar al-Charia<sup>35</sup>. Il est parfois difficile de savoir quelle est la nature exacte des liens qu'entretiennent les cellules terroristes en Tunisie avec des mouvements djihadistes à l'étranger. Selon Stefano Torelli<sup>36</sup>, auteur d'un article sur le djihadisme pour la Jamestown Foundation, si le rôle de Boubaker al-Hakim dans le meurtre des deux opposants laïques devait se confirmer, cela voudrait dire qu'au-delà de liens idéologiques, il existerait également des contacts directs entre l'Etat islamique et les groupes djihadistes tunisiens<sup>37</sup>.

La Brigade Okba Ibn Nafaa est basée dans la région du Djebel Chaambi et, selon Haim Malka, directeur adjoint du programme pour le Moyen-Orient au Center for Strategic and International Studies (CSIS), elle serait derrière bon nombre d'attaques contre les forces de sécurité dans cette région. Selon le ministre tunisien de la Défense, la Brigade aurait également revendiqué, notamment sur les réseaux sociaux, les attentats du 17 juillet 2014 et du 8 février 2015 dans la même région<sup>38</sup>.

Outre Ansar al-Charia et le Brigade Okba Ibn Nafaa, des groupes salafistes et djihadistes moins influents sont également à l'œuvre en Tunisie, selon le Centre de recherche du Congrès américain. Il y a peu d'informations sur ces autres groupes, dont certains auraient des liens avec des organisations terroristes et des combattants étrangers en Syrie, au Mali, en Algérie etc. Les forces de sécurité tunisiennes ont plusieurs fois eu à affronter des militants armés dont elles ont pu constater ensuite qu'ils venaient de l'étranger<sup>39</sup>.

Les combattants de retour de Syrie peuvent également présenter un risque sécuritaire, selon Dario Cristiani, professeur adjoint en Relations internationales au Vesalius College à Bruxelles. Les Tunisiens sont relativement bien représentés parmi les combattants qui ont rejoint des groupes extrémistes violents en Afrique du nord, en Afrique de l'ouest et en Syrie. Au moins 2.400 Tunisiens, selon le Centre de recherche du Congrès américain seraient partis combattre en Syrie depuis 2011. Certaines sources, dont le Soufan Group et la Fondation allemande pour la Science et la Politique, évaluent à 3.000 le nombre de combattants tunisiens en Syrie. La Tunisie serait donc le pays qui fournit proportionnellement le plus de combattants en Syrie. Près de 400 d'entre eux seraient retournés en Tunisie et représentent un risque pour la sécurité intérieure<sup>40</sup>. Le ministre tunisien de

<sup>32</sup> Congressional Research Service (CRS), (Alexis, A. & Humud, C. E.), 22/10/2014, [url](#)

<sup>33</sup> Long War Journal, 29/08/2013, [url](#) ; UK Government, 01/2014, [url](#)

<sup>34</sup> Information Handling Services.com (ihs.com), 18/12/2014, [url](#)

<sup>35</sup> Information Handling Services.com (ihs.com), 18/12/2014, [url](#) ; The Jamestown Foundation/Terrorism Monitor (Torelli, S. M.), 23/01/2015, [url](#) ; Agence France-Press (AFP), 18/12/2014, [url](#)

<sup>36</sup> Stefano Maria Torelli is a Research Fellow at the Institute for International Political Studies (ISIP) and a member of the Italian Centre for the Study of Political Islam (ISIP). His research topics include Middle Eastern studies, Political Islam and International Relations. Source : The Jamestown Foundation (Torelli, S. M.), 30/05/2014, [url](#)

<sup>37</sup> The Jamestown Foundation (Torelli, S. M.), 30/05/2014, [url](#) ; The Jamestown Foundation (Torelli, S. M.), 23/01/2015, [url](#)

<sup>38</sup> Reuters, 17/07/2014 [url](#)

<sup>39</sup> Congressional Research Service (CRS), (Alexis, A. & Humud, C. E.), 22/10/2014 [url](#)

<sup>40</sup> Congressional Research Service (CRS), (Alexis, A. & Humud, C. E.), 22/10/2014, [url](#) ; Stiftung Wissenschaft und Politik (Mölling, C., & Werenfels, I.), 12/2014, [url](#) ; The Soufan Group (Barrett, R.), 06/2014, [url](#)



l'Intérieur a annoncé en février 2014 que les autorités ont en outre empêché au moins 8.000 Tunisiens de quitter le pays. Il est frappant de constater qu'en 2014, le gouvernement de transition de Mehdi Jomaa, contrairement au gouvernement précédent d'Ali Larayedh (Ennahda) accusé de laxisme envers les éléments radicaux, a consacré un effort important à la prévention. Selon Mehdi Jomaa, 1.500 combattants radicaux présumés ont été arrêtés en 2014<sup>41</sup>.

### 2.2.2. Cibles de la violence

Selon le Centre de recherche du Congrès américain, les attentats commis ces deux dernières années par des groupes tunisiens locaux visaient surtout les autorités, en particulier les membres de l'appareil de sécurité : policiers, membres des services de sécurité, militaires. Malgré les efforts des autorités tunisiennes pour combattre le terrorisme, le risque terroriste et les violences visant le personnel de sécurité ont augmenté ces dernières années, selon Haim Malka, directeur adjoint du programme pour le Moyen-Orient au Center for Strategic and International Studies (CSIS) et selon le Centre de recherche du Congrès américain.<sup>42</sup> Le nombre de victimes varie d'une source à l'autre, et selon que l'on inclut ou non les policiers dans les forces de sécurité. Selon les chiffres du ministère tunisien de l'Intérieur, 23 membres des forces de sécurité (des militaires et des membres de la Garde présidentielle) ont été tués par des combattants islamistes en 2014<sup>43</sup>. Selon Haim Malka, qui a compilé des chiffres issus de plusieurs médias, au moins 35 membres des forces de sécurité (militaires et policiers) ont été tués entre janvier et novembre 2014<sup>44</sup>.

Le 17 juillet 2014, l'armée tunisienne a subi l'attaque la plus meurtrière depuis l'indépendance de la Tunisie, selon la BBC<sup>45</sup>. Ce jour-là, quatorze soldats ont trouvé la mort près de la ville de Kasserine, dans la région du Djebel Chaambi, une région montagneuse frontalière avec l'Algérie où les combattants se sont retranchés depuis 2012<sup>46</sup>. Un attentat similaire avait coûté la vie à sept soldats un an plus tôt, ce qui avait déclenché des opérations militaires à grande échelle dans cette région. Le 18 février 2015, selon une information du Los Angeles Times, quatre membres de la Garde nationale ont été tués dans la même région. En dépit des moyens engagés, l'armée tunisienne continue donc de subir des attaques djihadistes dans cette région<sup>47</sup>.

Avant l'attentat du 18 mars 2015 contre le musée du Bardo à Tunis, le secteur touristique n'avait été visé qu'une seule fois, le 30 octobre 2013, quand un attentat suicide a été déjoué dans un hôtel dans la ville touristique de Sousse et un autre dans la ville côtière de Monastir<sup>48</sup>. A Sousse, le kamikaze a été tué avant de passer à l'acte. Depuis lors, il n'y avait plus eu d'attentat visant le secteur touristique, dans le but spécifique de porter atteinte à l'économie du pays, jusqu'à l'attentat du 18 mars 2015<sup>49</sup> au musée du Bardo à Tunis, dans lequel plusieurs tunisiens et au moins 21 personnes, principalement des touristes européens, et un policier ont été tués. Deux des trois assaillants ont été tués sur place. Le troisième, âgé de 22 ans et d'origine marocaine, a été arrêté le 20 mai 2015 en Italie, près de Milan. Selon le quotidien britannique The Guardian et la chaîne d'informations américaine Cable News network (CNN), il aurait participé à la planification de l'attentat. Selon une information du Guardian, les autorités tunisiennes ont en outre tué le 29 mars

<sup>41</sup> The Jamestown Foundation (Cristiani, D.), 24/10/2014, [url](#)

<sup>42</sup> Center for Strategic and International Studies (CSIS), (Malka, H.), 15/12/2014, [url](#)

<sup>43</sup> The Jamestown Foundation/Terrorism Monitor (Torelli, S. M.), 23/01/2015, [url](#)

<sup>44</sup> Center for Strategic and International Studies (CSIS), (Malka, H.), 15/12/2014, [url](#)

<sup>45</sup> British Broadcasting Corporation (BBC), 17/07/2014, [url](#)

<sup>46</sup> Reuters, 17/07/2014, [url](#)

<sup>47</sup> Los Angeles Times, 18/02/2015, [url](#)

<sup>48</sup> Congressional Research Service (CRS), (Alexis, A. & Humud, C. E.), 22/10/2014, [url](#)

<sup>49</sup> al-Arabiya, 30/10/2013, [url](#) ; The Guardian, 30/10/2013, [url](#)

2015 neuf membres présumés de la brigade Okba Ibn Nafaa, le groupe djihadiste qui aurait organisé l'attentat du musée du Bardo<sup>50</sup>.

Selon Haim Malka, le faible nombre d'attentats visant des touristes s'explique par la stratégie des autorités, qui répriment plus sévèrement les djihadistes en zone urbaine. Les opérations continues des autorités contre des terroristes présumés ont permis de déjouer plusieurs attentats contre des cibles touristiques, selon Haim Malka. Lors d'une perquisition menée le 9 décembre 2013, des projets d'attentats à Tunis et à Djerba, une île prisée des touristes européens, ont été découverts<sup>51</sup>. Si la situation sécuritaire devait fondamentalement changer après l'attentat du Bardo, une mise à jour du présent rapport sera proposée rapidement.

---

<sup>50</sup> Ahram Online, 18/03/2015, [url](#) ; Al-Jazeera, 18/03/2015 [url](#) ; Le Monde, 18/03/2015, [url](#) ; New York Times, 18/03/2015, [url](#) ; The Guardian, 21/05/2015, [url](#) ; CNN, 20/05/2015, [url](#)

<sup>51</sup> Center for Strategic and International Studies (CSIS), (Malka, H.), 15/12/2014, [url](#)

### 2.2.3. Répartition géographique de la violence

Il ressort de l'analyse des incidents décrits ci-dessous que la violence djihadiste, la menace terroriste et les opérations militaires qui en découlent concernent surtout les régions frontalières avec la Libye et l'Algérie.



Région frontalière de la Tunisie avec la Libye<sup>52</sup>

A la frontière avec la Libye, la situation s'est fortement tendue depuis l'été 2014, des milliers de réfugiés tentant de fuir la Libye<sup>53</sup>. Longue de 459 kilomètres, cette frontière n'est pas efficacement sécurisée et l'aggravation du conflit en Libye a dès lors des répercussions négatives sur la situation en Tunisie, selon la Fondation allemande pour la Science et la Politique<sup>54</sup>. Selon une information de la station de radio Shems FM à Tunisie, huit djihadistes présumés ont été arrêtés le 21 mai 2014 en territoire tunisien qu'ils tentaient de s'infiltrer depuis la Libye<sup>55</sup>. En 2015, la police a poursuivi sa campagne d'arrestations de suspects. Fin janvier, la police tunisienne a arrêté quinze personnes, dont quatre auraient projeté des attentats contre le personnel de sécurité dans le sud et l'est du pays et onze seraient impliquées dans la contrebande d'armes depuis la Libye<sup>56</sup>. Début février 2015, des agents des unités anti-terroristes ont arrêté 32 personnes qui préparaient des attentats à grande échelle contre des bâtiments publics à Tunis, notamment le ministère de l'Intérieur, ainsi que

<sup>52</sup> International Crisis Group, 28/11/2013, [url](#)

<sup>53</sup> Middle East Eye, 06/08/2014, [url](#) ; Al-Jazeera, 01/08/2014, [url](#)

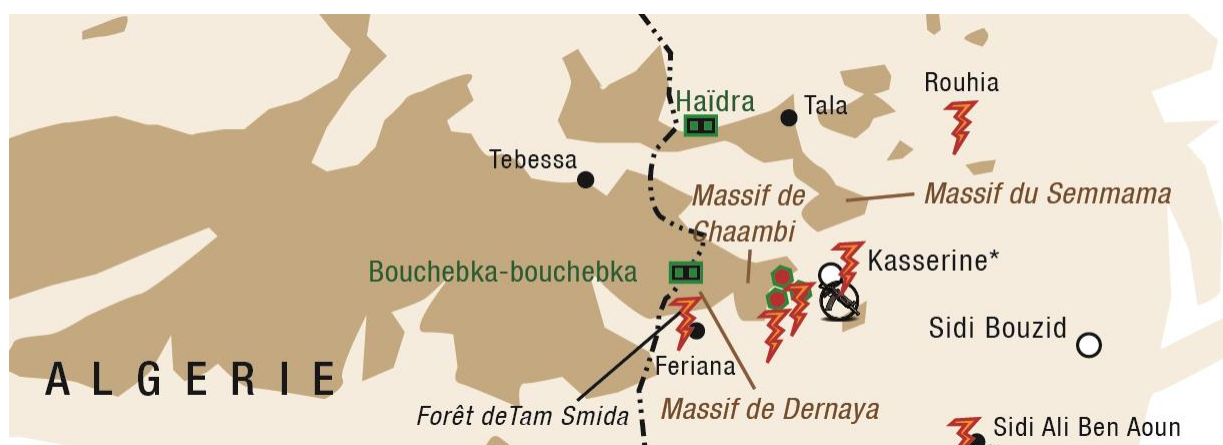
<sup>54</sup> Stiftung Wissenschaft und Politik (Mölling, C., & Werenfels, I.), 12/2014, [url](#)

<sup>55</sup> The Jamestown Foundation (Torelli, S. M.), 30/05/2014, [url](#)

<sup>56</sup> Worldbulletin, 30/01/2015, [url](#)

contre des casernes et des habitations privées<sup>57</sup>. Mais on assiste également à un mouvement inverse. Selon Stefano Torelli, chercheur à l'Institut italien pour l'Etude des Relations internationales (*Istituto per gli Studi di Politica Internazionale*, ISIP) et auteur d'articles pour la Jamestown Foundation, de nombreux membres d'Ansar al-Charia en Tunisie (AST) sont allés combattre en Libye, où ils profitent de l'instabilité pour réorganiser leurs réseaux par des actions coordonnées sur internet. Selon Stefano Torelli, l'évolution la plus récente et la plus intéressante du djihadisme tunisien est la coordination de plus en plus étroite entre les réseaux islamistes radicaux libyens et tunisiens, avec un rôle nouveau dévolu au cyberterrorisme<sup>58</sup>.

La Tunisie a déclaré zone militaire la région désertique du sud qui avoisine la Libye. L'insécurité à la frontière orientale de la Libye est également préoccupante en raison de la situation de plus en plus tendue à la frontière. La région frontalière avec la Libye et plus largement le sud tunisien servent de zone de transit aux réseaux de contrebande. Le crime organisé et la contrebande d'armes y prospèrent, selon la Fondation pour la Science et la Politique. La Libye sert également de havre sûr et de plaque tournante aux combattants tunisiens désireux de rejoindre la Syrie ou l'Irak<sup>59</sup>.



Région du Djebel Chaambi, à la frontière avec l'Algérie<sup>60</sup>

A la frontière avec l'Algérie, les autorités tunisiennes mènent régulièrement des opérations militaires contre des camps d'entraînement et des caches d'arme dans la région du Djebel Chaambi<sup>61</sup>, à l'ouest de la ville de Kasserine. Depuis la fin 2012, l'extrémisme y est incontestablement un problème. En août 2013, la région du Djebel Chaambi a été décrétée zone militaire fermée. Cette zone a été élargie en avril 2014 pour inclure Sammama, Salloum en Mghilla<sup>62</sup>. Cette mesure a eu des répercussions sur la vie quotidienne des habitants des provinces montagneuses de Jendouba, Al-Kef et Kasserine. De nombreux agriculteurs n'ont par exemple pas pu accéder à leurs champs du fait du blocage des routes par les autorités, ce qui s'est traduit par une importante perte de revenus<sup>63</sup>. Le 16 mai 2014, après plus d'un an, la zone militaire au Djebel Chaambi a été levée et la route principale qui y mène a été rouverte<sup>64</sup>.

<sup>57</sup> Reuters (Amara, T.), 08/02/2015, [url](#)

<sup>58</sup> The Jamestown Foundation (Torelli, S. M.), 30/05/2014, [url](#)

<sup>59</sup> Stiftung Wissenschaft und Politik (Mölling, C., & Werenfels, I.), [url](#)

<sup>60</sup> International Crisis Group (ICG), 28/11/2013, [url](#)

<sup>61</sup> International Crisis Group (ICG), 28/11/2013, [url](#)

<sup>62</sup> Tunisia Live, 17/04/2014, [url](#)

<sup>63</sup> Anadolu Agency, 24/10/2014, [url](#)

<sup>64</sup> ihs.com, 26/05/2014, [url](#)

Les cellules armées d'AQMI, d'Ansar al-Charia en Tunisie, et de la Brigade Okba Ibn Nafaa ont tué plusieurs dizaines de membres des forces de sécurité tunisiennes dans la région. Selon Stefano Torelli, chercheur à l'Institut italien pour l'Etude des Relations internationales, ces opérations anti-terroristes loin des regards du public ont surtout conduit Ansar al-Charia à opérer de plus en plus clandestinement et à former des cellules plus petites et autonomes, plus difficiles à contrôler. Les vagues d'arrestations dans les villes et les mesures préventives prises par les autorités ont repoussé les djihadistes dans les régions montagneuses à la frontière algérienne, où ils sont toujours présents. Cela ressort également de la localisation géographique des incidents qui ont eu lieu début 2014, où plusieurs affrontements ont opposé des djihadistes à l'armée dans des zones urbaines, puis à partir de mars 2014, Ansar al-Charia a déplacé ses actions vers la zone frontalière<sup>65</sup>. En avril 2014, le ministère de la défense a lancé une vaste offensive dans la région du Djebel Chaambi, avec des troupes au sol appuyés par des chasseurs-bombardiers, des hélicoptères, et des tirs d'artillerie et de mortier. Selon le ministère de la Défense, il s'agissait de reprendre le contrôle de toute la région, investie depuis 2012 par les combattants armés<sup>66</sup>. Selon les autorités tunisiennes, les cellules qui se cachent dans le Djebel Chaambi seraient composées de djihadistes qui ont combattu au Mali et auraient des liens avec AQMI, la filiale algérienne d'al-Qaïda<sup>67</sup>. Stefano Torelli pense également qu'il y a des liens entre les groupes djihadistes tunisiens et algériens et en veut pour preuve un certain nombre d'incidents dans lesquels des Algériens ont été tués en Tunisie aux côtés de djihadistes tunisiens. Les méthodes d'Ansar al-Charia, telles que l'utilisation d'uniformes officiels et l'érection de faux barrages routiers, ressemblent fortement à celles utilisées par les djihadistes algériens dans les années 1990<sup>68</sup>.

#### 2.2.4. L'appareil de sécurité

Selon la Fondation allemande pour la Science et la Politique, l'appareil de sécurité tunisien a été fortement affaibli depuis le déclenchement des troubles qui ont suivi le départ de Ben Ali en 2011. Des criminels et des salafistes partisans du recours à la violence ont profité du vide sécuritaire pour renforcer leurs activités. Un certain nombre de mesures visant à réformer l'appareil de sécurité ont été prises depuis 2011 mais davantage de mesures structurelles s'imposent pour en augmenter les capacités. L'armée, qui est restée neutre pendant la révolution, a une bonne réputation dans la population, mais c'était une institution négligée sous la présidence de Ben Ali, ce dont elle porte encore les traces aujourd'hui. Forte de seulement 35.000 hommes, elle manque d'équipements de toutes sortes, par exemple pour renforcer la surveillance des frontières. Les soldats manquent d'entraînement et de matériel moderne, alors que les djihadistes sont équipés de moyens modernes de communication par satellite. L'armée est également affaiblie par la démission de certains officiers supérieurs et par de nouveaux recrutements controversés. La coordination et la communication au sein des services de renseignement militaire laissent également à désirer<sup>69</sup>.

Toujours selon la Fondation allemande, la réputation de la police et du service des renseignements généraux est nettement moins bonne dans la population, en raison de leur rôle dans l'Etat policier mis en place par Ben Ali. La structure et l'organisation du ministère de l'Intérieur restent encore assez opaques. Les effectifs varient de 40.000 à 80.000 hommes. Certains emplois au ministère de l'Intérieur sont peu rémunérés, ce qui favorise la corruption au sein du personnel de sécurité<sup>70</sup>.

<sup>65</sup> The Jamestown Foundation (Torelli, S. M.), 30/05/2014, [url](#)

<sup>66</sup> Max Security, société de conseil aux entreprises, aux autorités et aux personnes privées concernant la sécurité dans différents pays, 21/05/2014

<sup>67</sup> Congressional Research Service (CRS), (Alexis, A. & Humud, C. E.), 22/10/2014, [url](#)

<sup>68</sup> The Jamestown Foundation (Torelli, S. M.), 30/05/2014, [url](#)

<sup>69</sup> Stiftung Wissenschaft und Politik (Mölling, C., & Werenfels, I.), [url](#)

<sup>70</sup> Stiftung Wissenschaft und Politik (Mölling, C., & Werenfels, I.), [url](#)

### 2.3. Violences politiques

L'année 2014 a permis une clarification de la situation politique et les tensions se sont apaisées. La promesse de démission du gouvernement d'Ennadha à la faveur d'un gouvernement de technocrates, en attendant des élections à la fin de 2014, a ramené le calme dans le pays. Les médias consultés pour la rédaction du présent COI Focus, tels que l'Agence France-Presse, l'agence Reuters, le Guardian et le New York Times, n'ont pas fait état de manifestations ou de troubles à grande échelle dus à la situation politique.

En 2013, l'assassinat de deux opposants laïques a déclenché une crise politique majeure et des manifestations de masse. L'intervention décidée de plusieurs ONG et de personnalités politiques a empêché que la crise ne dégénère en conflit armé. Les démonstrations de force des groupes extrémistes ont été condamnées par toute la classe politique, ce qui a permis de les marginaliser<sup>71</sup>.

Avec l'investiture d'un gouvernement de technocrates en janvier 2014, les violences politiques ont quasiment cessé. La tension politique avait surtout trouvé un terreau fertile dans l'attitude du parti au pouvoir *Ennadha* face aux islamistes, jugée trop laxiste par de nombreux Tunisiens. Ce motif a disparu en 2014 avec l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, selon le New York Times<sup>72</sup>. Depuis mars 2014, seulement deux cas de violences contre des hommes politiques ont été recensés. Une attaque a visé le domicile du ministre de l'Intérieur, Lotfi Ben Jeddou, en mai 2014, et un député au parlement de transition a échappé à un attentat en septembre 2014. Ces deux incidents se sont produits dans la région de Kasserine, près de la frontière algérienne. Quatre policiers ont été tués dans l'attaque de la maison du ministre de l'Intérieur<sup>73</sup>. Mais de tels attentats en zone urbaine sont rares et les autres incidents de sécurité ont pour la plupart touché des zones frontalières peu peuplées<sup>74</sup> (cf. le point 2.2.3. *Répartition géographique de la violence*).

Il n'y a pas eu plus de manifestations de masse. Malgré des progrès au niveau politique et l'apaisement du débat sur le rôle de l'islam dans la vie politique, de nombreux laïcs considèrent que les islamistes radicaux sont encore une menace pour les valeurs modernes que la Tunisie avait fait siennes. Le président Caïd Essebsi a récemment encore dénoncé le caractère non démocratique de l'islam politique, critiquant ainsi le deuxième parti du pays, Ennadha, qui est pourtant partenaire de son propre parti dans la coalition gouvernementale<sup>75</sup>.

### 2.4. Conflits sociaux

Selon Sarah Mersch, une journaliste allemande indépendante qui réside à Tunis<sup>76</sup>, l'euphorie post-révolutionnaire n'a pas duré longtemps. De nombreux tunisiens sont frustrés par le fait que leur situation ne s'est guère améliorée depuis le renversement du président Ben Ali et attendent encore les fruits de la révolution. Dans de nombreuses régions défavorisées, la population a perdu courage et s'est abstenue aux dernières élections. Dans l'intérieur du pays surtout, la frustration est grande et le risque de tensions sociales est important, par exemple dans la région de Kasserine, où la population a le sentiment de ne connaître que le chômage et le terrorisme. Selon le journal Tunis Times et selon Christine Petré, rédactrice à Your Middle East et journaliste indépendante résidant à Tunis, les régions frontalières avec l'Algérie connaissent le taux de chômage le plus élevé du pays (26%, contre 15% au niveau national) et le gouvernement y mène un conflit de basse intensité

---

<sup>71</sup> The Guardian, 26/12/2014, [url](#)

<sup>72</sup> The New York Times, 28/09/2013, [url](#)

<sup>73</sup> Reuters, 01/09/2014 [url](#) ; Reuters, 27/05/2014, [url](#) ; ihs.com, 26/05/2014, [url](#)

<sup>74</sup> The Jamestown Foundation (Torelli, S. M.), 30/05/2014, [url](#)

<sup>75</sup> Reuters, 24/10/2014, [url](#)

<sup>76</sup> Pour plus d'informations sur Sarah Mersch, voir son site web (en allemand): [url](#)

contre des cellules islamistes retranchées dans la montagne<sup>77</sup>. Selon le journaliste allemand Beat Stauffer<sup>78</sup>, le niveau de vie de la population y a considérablement baissé ces quatre dernières années<sup>79</sup>. Deux rapports détaillés des Nations unies et de la Banque africaine de développement (BAD) consacrés aux perspectives de l'économie tunisienne montrent que la croissance a baissé de 3,6% à 2,9% en 2013. Presque tous les secteurs de l'économie ont reculé en 2012, sauf l'industrie, qui bénéficie de subventions publiques. Les prix des produits de base, comme l'alimentation, l'essence, les vêtements et les chaussures ont fortement augmenté en 2013. L'incertitude politique et économique des dernières années a entraîné une baisse du tourisme et des investissements étrangers. Selon le rapport de la BAD, la croissance a repris petit à petit en 2014 et se poursuivra sans doute en 2015, le climat politique étant à l'apaisement après l'entrée en vigueur d'une nouvelle constitution. On s'attend également à une reprise progressive dans le secteur touristique<sup>80</sup>.

Lors des élections législatives de 2014, le gouvernorat de Kasserine est celui qui a enregistré le plus grand nombre de partis, mais la plupart étaient inconnus de la population, qui est restée largement indifférente à ces élections, selon la journaliste Sarah Mersch<sup>81</sup>. Avec celui de Gafsa, ce gouvernorat connaît le taux de chômage le plus élevé du pays et il est le théâtre d'affrontements entre les forces de sécurité et les combattants islamistes dans le Djebel Chaambi, qui surplombent la ville de Kasserine. Depuis la fin de la révolution, la population est surtout préoccupée par la situation économique, la sécurité et l'emploi<sup>82</sup>.

Selon Isabel Schäfer, enseignante-chercheuse à l'Université Humboldt de Berlin, la situation économique s'est dégradée sous le gouvernement de transition d'Ennadha, période qui a vu le meurtre de deux opposants politiques et une augmentation des actes terroristes, phénomènes qui ont été liés à l'ambiguïté de la politique d'Ennadha envers les salafistes radicaux<sup>83</sup>.

Selon la même source, il existe un consensus au sein du gouvernement sur la nécessité de s'atteler à des réformes économiques et à la création d'emplois, mais le premier ministre a prévenu en octobre 2014 que des réformes économiques douloureuses devront encore être appliquées pendant trois ans pour améliorer la croissance, dont une réforme fiscale et la réduction des subventions. La question se pose de savoir si les Tunisiens continueront de se montrer patients, car le sujet est sensible. Depuis 2011, le chômage des jeunes, problème urgent s'il en est, n'a guère connu d'amélioration, selon Isabel Schäfer<sup>84</sup>.

En 2013, plusieurs actions de protestation liées à la situation socio-économique ont encore donné lieu à des violences mais de telles actions ont pratiquement cessé depuis. Le Cedoca a examiné plusieurs rapports et de sites web d'organisations internationales spécialisées dans le domaine socio-économique, comme le Fonds monétaire international (FMI), la Commission des Nations unies pour l'Afrique et la Banque africaine de développement (BAD)<sup>85</sup>. En 2014, ces sources, ainsi que les médias traitant de la Tunisie comme al-Jazeera, Qantara.de, AllAfrica.com et Tunisia Live<sup>86</sup>, n'ont rapporté qu'un petit nombre d'incidents mineurs pouvant être attribués au marasme socio-économique.

<sup>77</sup> Tunis Times, 25/05/2014, [url](#) ; Middle East Eye, (Petré, C.), 13/02/2015, [url](#)

<sup>78</sup> Beat Stauffer travaille depuis 1988 comme journaliste indépendant pour divers médias, dont la Neue Zürcher Zeitung, la Radio suisse allemande et le site Qantara.de. Ses domaines d'expertise sont le Maghreb, les mouvements islamistes, l'islam en Europe, la migration, l'intégration et la société multiculturelle.

<sup>79</sup> Qantara.de (Stauffer, B.), 24/11/2014, [url](#)

<sup>80</sup> UN Economic Commission for Africa, 07/2014, [url](#) ; African Development Bank (AfDB), s.d., [url](#)

<sup>81</sup> Qantara.de, (Mersch, S.), 20/10/2014, [url](#)

<sup>82</sup> Qantara.de, (Mersch, S.), 20/10/2014, [url](#)

<sup>83</sup> Qantara.de (Schäfer, I.), 03/11/2014, [url](#)

<sup>84</sup> Qantara.de (Schäfer, I.), 03/11/2014, [url](#)

<sup>85</sup> United Nations Economic Mission for Africa (UNECA), s.d., [url](#) ; International Monetary Fund (IMF), 09/2014, [url](#) ; African Development Bank (AfDB), 2014, [url](#) ;

<sup>86</sup> Al-Jazeera, s.d., [url](#) ; Qantara.de, s.d., [url](#) ; AllAfrica.com, s.d., [url](#) ; Tunisia Live, s.d., [url](#)

Selon l'Agence France-Presse, reprise par le journal The Daily Star, publié à Beyrouth, un poste de police a été incendié par des chômeurs en janvier 2014 dans le gouvernorat de Gafsa, au centre du pays, après l'annonce des résultats d'une procédure de recrutement. De telles annonces donnent souvent lieu à des contestations entre la police et les candidats malheureux. Il n'y a pas eu de blessés cette fois-là<sup>87</sup>. Le gouvernorat connaît un taux de chômage de 30% chez les jeunes. La principale activité économique y est l'exploitation du phosphate, mais le passage à des mines à ciel ouvert depuis les années 1970 a réduit le besoin de main d'œuvre. Les gouvernements successifs ont tenté de créer 15.000 emplois dans l'exploitation du phosphate, la sylviculture, l'environnement et dans les transports générés par ces activités, mais cela n'a pas suffi à absorber le chômage. Lors d'un récent concours de recrutement à Gafsa, 30.000 candidats s'étaient inscrits pour 2.700 postes. Chaque nouvelle procédure de recrutement entraîne une agitation dans la région<sup>88</sup>.

En janvier 2014, des manifestations de protestation ont encore éclaté à Kasserine après l'annonce par le gouvernement d'une augmentation de la taxe automobile. Un homme a été tué à cette occasion<sup>89</sup>.

Début février 2015, le gouvernorat de Tataouine, à la frontière avec la Libye, a été paralysé par une grève générale à l'appel de l'UGTT, le syndicat le plus influent du pays. Un homme a été tué et plusieurs ont été blessés à Dehiba dans des affrontements entre la police et des manifestants qui protestaient contre la taxe de 30 dinars imposée à tout étranger qui entre en Tunisie depuis le Libye au poste frontière de Ras Ajdir<sup>90</sup>.

Dans le gouvernorat de Siliana, une cérémonie se tient chaque année pour commémorer les morts tombés sous les balles des policiers lors d'une manifestation de protestation sociale en novembre 2012<sup>91</sup>.

Dans un rapport publié à l'automne 2014, le FMI a également averti que les tensions sociales, les grèves et les manifestations pouvaient ralentir le rythme des réformes économiques<sup>92</sup>. Le nouveau gouvernement est donc face au défi de mener ces réformes sans aggraver l'agitation sociale<sup>93</sup>. La baisse du nombre de protestations sociales en 2014 ne signifie pas que le marasme économique, l'un des principaux déclencheurs de la révolution, ait disparu avec l'entrée en fonctions du nouveau gouvernement de transition. Selon Isabel Schäfer, des actions de protestation sont encore possible dans divers secteurs économiques et dans le secteur public<sup>94</sup>. Dario Cristiani, professeur adjoint en Relations internationales au Vesalius College à Bruxelles, confirme l'existence d'une crise sociale latente dans certaines régions du pays. En dépit de la Révolution de Jasmin et des efforts du gouvernement de transition, le chômage massif des jeunes reste le signe le plus visible de l'écart qui existe entre la région côtière du nord, relativement prospère, et l'intérieur et le sud du pays. Cette disparité socio-économique, était l'une des causes sous-jacentes de la révolution de 2011 et a eu des conséquences politiques : les élites qui détenaient le pouvoir politique et économique étaient fortement liées aux intérêts des régions côtières et avaient négligé le développement de l'arrière-pays. Le succès de la révolution a nourri de grands espoirs dans les régions défavorisées, qui ont été rapidement déçus. Toujours selon Dario Cristiani, cette déception a créé les conditions idéales, avec

<sup>87</sup> The Daily Star, 26/02/2014, [url](#)

<sup>88</sup> The New York Times, 13/05/2014, [url](#)

<sup>89</sup> Tunisia Live, 08/01/2014, [url](#)

<sup>90</sup> Worldbulletin, 10/02/2015, [url](#)

<sup>91</sup> Directinfo.com, 28/11/2014, [url](#)

<sup>92</sup> International Monetary Fund (IMF), , 09/2014, [url](#)

<sup>93</sup> Reuters, 29/04/2014, [url](#) ; Reuters, 25/10/2014, [url](#)

<sup>94</sup> Qantara.de (Schäfer, I.), 03/11/2014, [url](#)



le contexte social, pour la diffusion d'un islam radical, notamment par de nouveaux imams apparus après la révolution<sup>95</sup>.

Il semblerait, selon Dario Cristiani, que les villes et les régions éloignées de la capitale soient symboliques du peu d'attention que le pouvoir central leur consacre. La ville de Ben Gardane, par exemple, près de la frontière libyenne et loin de Tunis, est considérée comme le premier lieu de recrutement de djihadistes en Tunisie<sup>96</sup>.



Localisation de Ben Gardane<sup>97</sup>

Selon le quotidien al-Hayat, le djihadiste tunisien « type » ne se réduit pas au jeune que le désespoir pousse à partir pour la Syrie, car les djihadistes comptent également dans leurs rangs des jeunes en provenance des régions côtières économiquement plus favorisées. Ces jeunes qui ont accès à un ordinateur entrent en contact via les réseaux sociaux avec des prédicateurs radicaux qui les incitent à partir. Une étude montre que beaucoup de jeunes Tunisiens partis combattre à l'étranger avaient presque terminé leurs études universitaires. La politique de prévention du gouvernement de transition semble produire peu de résultats. Au deuxième semestre de 2014, le nombre de jeunes partis en Syrie était encore plus élevé qu'auparavant<sup>98</sup>.

Le pays doit encore relancer la croissance et la création d'emplois doit être une priorité absolue pour préserver la stabilité, selon l'économiste en chef de la Banque mondiale à Tunis<sup>99</sup>.

<sup>95</sup> The Jamestown Foundation (Cristiani, D.), 24/10/2014, [url](#)

<sup>96</sup> The Jamestown Foundation (Cristiani, D.), 24/10/2014, [url](#)

<sup>97</sup> Agence Tunis Afrique Press (TAP), 13/02/2015, [url](#)

<sup>98</sup> Al-Hayat (al-Amin, H.), 03/11/2014, [url](#)

<sup>99</sup> Agence France-Presse (AFP) via Reliefweb, 18/11/2014, [url](#)

## Résumé

La violence en Tunisie affecte surtout les régions frontalières avec l'Algérie et la Libye, où les affrontements opposant les combattants d'Ansar al-Charia et de la Brigade Okba Ibn Nafaa à la police, l'armée et les services de sécurité font régulièrement des victimes dans les rangs djihadistes et parmi les forces de sécurité. Des conflits sociaux sont présents à l'état latent mais n'ont pas causé d'incidents violents notables en 2014. Les tensions politiques qui menaçaient de dégénérer en 2013 se sont apaisées et n'entraînent plus de manifestations de masse ou de violences. Jusqu'à récemment, les sites touristiques n'étaient pas visés par des attentats. L'intervention résolue des autorités a permis de déjouer plusieurs attentats. Le 18 mars 2015, pour la première fois depuis l'attentat suicide qui a pu être évité à Sousse, un site touristique, le musée du Bardo à Tunis, a été visé par un attentat. Vingt-et-un touristes et un policier ont été tués. Deux des auteurs ont également été tués, alors qu'un troisième a été arrêté fin mai près de Milan. Selon la chaîne d'informations américaine CNN, la responsabilité de l'attentat aurait été revendiquée par l'organisation Etat islamique mais les autorités tunisiennes soupçonnent la brigade Ikba Ibn Nafaa d'en être l'instigateur.

## ANNEXES

### Annexe 1 : Carte administrative de la Tunisie



Carte administrative de la Tunisie<sup>100</sup>

<sup>100</sup> Nations Online Project, s.d., [url](#)

## Bibliographie

### Sources écrites et audiovisuelles

- African Development Bank (AfDB), *Tunisia 2014*, s.d., [http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/2014/PDF/CN\\_Long\\_EN/Tunisie\\_EN.pdf](http://www.africaneconomicoutlook.org/fileadmin/uploads/aeo/2014/PDF/CN_Long_EN/Tunisie_EN.pdf) [consulté le 15/01/2015]
- Agence France-Presse (AFP) via Reliefweb, *Tunisia : Tunisia votes for president to round off transition*, 18/11/2014, <http://reliefweb.int/report/tunisia/tunisia-votes-president-round-transition> [consulté le 17/02/2015]
- Agence France-Press (AFP), *Jihadists claim 2013 murder of Tunisia secularists*, 18/12/2014, <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/2/8/118237/World/Region/Jihadists-claim--murders-of-Tunisia-secularists.aspx> [consulté le 05/03/2015]
- Agence France-Press (AFP) via Ahram Online, *Updated : Tunisia MP's approve landmark new government*, 05/02/2015 <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/2/8/122290/World/Region/UPDATED-Tunisia-MPs-approve-landmark-new-govt.aspx> [consulté le 19/02/2015]
- Ahram Online, *Updated : at least 8 dead in Tunisia parliament, museum attack*, 18/03/2015 <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/2/8/125536/World/Region/UPDATED-At-least--dead-in-Tunisia-parliament,-muse.aspx> [consulté le 18/03/2015]
- Al-arabiya, *Tunisia arrests five suspects behind bombings*, 30/10/2013 <http://english.alarabiya.net/en/News/africa/2013/10/30/-Suicide-bomber-targets-beach-resort-in-Tunisia-.html> [consulté le 19/11/2013]
- Al-Hayat (al-Amin, H.), *Who is the 'typical' Tunisian jihadist ?*, 03/11/2014 <http://www.al-monitor.com/pulse/security/2014/11/tunisian-jihadis-profile-fighting-syria.html#> [consulté le 11/02/2015]
- Al-Jazeera, *Tunisia PM resigns as part of transition plan*, 09/01/2014 <http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2014/01/tunisia-pm-resigns-as-part-transition-plan-201419145034687910.html> [consulté le 18/02/2014]
- Al-Jazeera, *Tunisia closes borders with Libya after violence*, 01/08/2014 <http://america.aljazeera.com/articles/2014/8/1/tunisia-libya-border.html> [consulté le 19/02/2015]
- Al-Jazeera, *Tourists killed in Tunisia museum assault*, 18/03/2015, <http://www.aljazeera.com/news/2015/03/shots-heard-tunisia-parliament-building-150318114520583.html> [consulté le 18/03/2015]
- AllAfrica, *Tunisia : celebration of new constitution, several heads of states and senior officials arrive in Tunis*, 06/02/2014 <http://allafrica.com/stories/201402070359.html> [consulté le 18/02/2014]
- Anadolu Agency, *Tunisia's chaambi : between electoral 'promises' and 'lies'*, 24/10/2014 <http://www.aa.com.tr/en/news/409909--tunisias-chaambi-between-electoral-promises-and-lies> [consulté le 11/02/2015]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Justice kiosk : Tunisia's alternative law enforcers*, 29/07/2013 <http://www.bbc.co.uk/news/magazine-23469218> [consulté le 19/11/2013]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Tunisian PM Ali Layaredh hands over to Mehdi Jomaa*, 09/01/2014 <http://www.bbc.com/news/world-africa-25669687> [consulté le 18/02/2014]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Tunesian soldiers killed in attack near Algerian border*, 17/07/2014, <http://www.bbc.com/news/world-africa-28341318> [consulté le 17/03/2015]
- British Broadcasting Corporation (BBC), *Tunisians choose president in run-off elections*, 21/12/2014 <http://www.bbc.com/news/world-africa-30565895> [consulté le 03/06/2015]

- Cable News Network (CNN), *Italy arrests Moroccan man in Tunisia museum attack*, 20/05/2015  
<http://edition.cnn.com/2015/05/20/europe/italy-tunisia-museum-attack-arrest/index.html> [consulté le 03/06/2015]
- Center for Strategic and International Studies (CSIS), (Malka, H.), *Tunisia : Confronting Terrorism*, Part IV of Religious Radicalism after the Arab Uprisings, 15/12/2014 <http://csis.org/publication/tunisia-confronting-extremism> [consulté le 11/02/2015]
- Congressional Research Service (CRS), (Alexis, A. & Humud, C. E.), *Political Transition in Tunisia*, 22/10/2014 <http://fpc.state.gov/documents/organization/233712.pdf> [consulté le 28/01/2015]
- Congressional Research Service (CRS), (Arieff, A. & Humud, C. E.) *Political transition in Tunisia*, 10/02/2015 <https://www.fas.org/sqp/crs/row/RS21666.pdf> [consulté le 03/06/2015]
- Daily Mail, *Rioting breaks out in Tunisia after anti-Islamist former minister is elected as president, four years after his party were overthrown during Arab spring*, 22/12/2014 <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2883713/Veteran-Essebsi-wins-Tunisian-election-riots-break-south.html> [consulté le 20/01/2015]
- De Redactie.be, *Tunesië veroordeelt ex-president Ben Ali*, 20/06/2011 <http://www.deredactie.be/cm/vrtnieuws/buitenland/Arabisch%2Bprotest/1.1048372> [consulté le 14/02/2014]
- De Redactie.be (Vrancken, I.), *TUNESIË : Houdt de prille democratie stand ?*, 22/11/2014 <http://deredactie.be/cm/vrtnieuws/opinieblog/analyse/1.2155843> [consulté le 08/01/2015]
- De Redactie.be, *Tunesië heft noodtoestand op na drie jaar*, 06/03/2013 <http://www.deredactie.be/cm/vrtnieuws/buitenland/1.1901857> [consulté le 05/03/2014]
- De Redactie.be, *Tunesië veroordeelt ex-president Ben Ali*, 20/06/2011 <http://www.deredactie.be/cm/vrtnieuws/buitenland/Arabisch%2Bprotest/1.1048372> [consulté le 14/02/2014]
- Directinfo.com, *Siliana commémore les tirs à la chevrotine sur les manifestants*, 28/11/2014 <http://directinfo.webmanagercenter.com/2014/11/28/tunisie-siliana-commemore-les-tirs-a-la-chevrotine-sur-les-manifestants/> [consulté le 09/03/2015]
- El-Arabiya, *A year of Tunisian political success*, 26/12/2014 <http://english.alarabiya.net/en/perspective/analysis/2014/12/26/2014-A-year-of-Tunisian-political-success-.html> [consulté le 22/01/2015]
- European Parliament, *Tunisia: head of EP election observers hails transparent and professional poll*, 28/10/2014 <http://www.europarl.europa.eu/news/en/news-room/content/20141028IPR76430/html/Tunisia-head-of-EP-election-observers-hails-transparent-and-professional-poll> [consulté le 12/01/2015]
- HRW World Report 2013, *Tunisia – Prosecution of attacks by fundamentalist groups*, 21/01/2014 <http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/tunisia> [consulté le 12/03/2014]
- IFES Election Guide.org, *Elections in Tunisia*, s.d., <http://www.electionguide.org/elections/id/2826/?PageSpeed=noscript> [consulté le 12/01/2015]
- Ihs.com, *Attack on Tunisian interior minister's house signals more aggressive militant targeting of government*, 26/05/2014, <http://www.janes.com/article/38419/attack-on-tunisian-interior-minister-s-house-signals-more-aggressive-militant-targeting-of-government> [consulté le 13/01/2015]
- Ihs.com, *Ansar al-sharia statements reflect increased risk of attacks on government and security targets around presidential runoff*, 18/12/2014 <http://www.janes.com/article/47180/ansar-al-sharia-statements-reflect-increased-risk-of-attacks-on-government-and-security-targets-around-tunisian-presidential-runoff> [consulté le 23/02/2015]
- International Crisis Group (ICG), *Violence and the Salafi challenge*, 13/02/2013 <http://www.crisisgroup.org/en/regions/middle-east-north-africa/north-africa/tunisia/137-tunisia-violence-and-the-salafi-challenge.aspx> [consulté le 18/02/2014]
- International Crisis Group (ICG), *La Tunisie des frontières : jihad et contrebande*, 28/11/2013 [http://www.crisisgroup.org/en/regions/middle-east-north-africa/north-africa/tunisia/148-tunisia-s-borders-jihadism-and-contraband.aspx?alt\\_lang=fr](http://www.crisisgroup.org/en/regions/middle-east-north-africa/north-africa/tunisia/148-tunisia-s-borders-jihadism-and-contraband.aspx?alt_lang=fr) [consulté le 03/03/2013]

International Monetary Fund (IMF), *Tunisia : Fourth Review Under the Stand-By Arrangement and Request for Modification of Performance Criteria-Staff Report, Press Release ; and Statement by the Executive Director for Tunisia*, September 2014, <https://www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=41903.0> [consulté le 23/02/2015]

The Jamestown Foundation (Torelli, S. M.), *Tunisian Jihadists Establishing New Networks with Libyan islamists*, 30/05/2014  
[http://www.jamestown.org/programs/tm/single/?tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=42441&tx\\_ttnews%5BbackPid%5D=757&no\\_cache=1#.VO2wqSyCjIU](http://www.jamestown.org/programs/tm/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=42441&tx_ttnews%5BbackPid%5D=757&no_cache=1#.VO2wqSyCjIU) [consulté le 13/02/2014]

The Jamestown Foundation (Cristiani, D.), *The geography of discontent : Tunisia's Syrian fighter dilemma*, 24/10/2014, [https://www.ecoi.net/local\\_link/289255/409352\\_en.html](https://www.ecoi.net/local_link/289255/409352_en.html) [consulté le 19/02/2015]

Jeune Afrique, *Hamadi Jebali, une sortie par la grande porte*, 21/02/2013, <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20130221164954/> [consulté le 13/03/2013]

Jeune Afrique, *Tunisie : Ali Laarayedh nommé Premier Ministre*, 22/02/2013, <http://lci.tf1.fr/monde/afrique/tunisie-ali-larayedh-le-ministre-de-l-interieur-nomme-premier-7845029.html> [consulté le 13/03/2013]

Jeune Afrique, *Tunisie : Chronologie*, s.d., [http://www.jeuneafrique.com/Chronologie-pays\\_12\\_Tunisie](http://www.jeuneafrique.com/Chronologie-pays_12_Tunisie) [consulté le 19/11/2013]

Lambrecht, J., *De Arabische cocktail : van revolutie tot contrarevolutie*, Leuven : Halewyck, 2013

Le Monde, *Béji Caïd Essebsi promet d'être le président de tous les Tunisiens*, 23/12/2014  
[http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2014/12/22/les-deux-camps-revendiquent-la-victoire-en-tunisie\\_4544506\\_1466522.html](http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2014/12/22/les-deux-camps-revendiquent-la-victoire-en-tunisie_4544506_1466522.html) [consulté le 12/01/2015]

Le Monde, *La Tunisie, modèle de transition politique, frappé par le terrorisme*, 18/03/2015  
[http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/03/18/coups-de-feu-pres-du-parlement-tunisien-et-d-un-musee-a-tunis\\_4596037\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/03/18/coups-de-feu-pres-du-parlement-tunisien-et-d-un-musee-a-tunis_4596037_3212.html) [consulté le 18/03/2015]

Long War Journal, *Tunisian Government : Ansar al-Sharia is a terrorist organization*, 29/08/2013  
[http://www.longwarjournal.org/archives/2013/08/tunisian\\_government\\_1.php](http://www.longwarjournal.org/archives/2013/08/tunisian_government_1.php) [consulté le 19/11/2013]

Los Angeles Times, *Militants kill 4 Tunisian national guards troops*, 18/02/2015,  
<http://www.latimes.com/world/africa/la-fg-tunisia-militant-attack-20150218-story.html> [consulté le 02/03/2015]

Max Security, *Tunisia : Unprecedented ground operation to eradicate militant strongholds in Chaambi Mountains likely to increase jihadist efforts to stage attacks*, 21/05/2014, <http://www.max-security.com/max-spotlight/tunisia-unprecedented-ground-operation-to-eradicate-militant-strongholds-in-chaambi-mountains-likely-to-increase-jihadist-efforts-to-stage-attacks.htm> [consulté le 11/02/2015]

Middle East Eye, *Tensions in Libya spill over into Tunisia*, 06/08/2014,  
<http://www.middleeasteye.net/news/tensions-libya-spill-over-tunisia-257726439> [consulté le 19/02/2015]

Middle East Eye (Petré, C.), *The other side of Kasserine*, 13/02/2015 <http://www.middleeasteye.net/in-depth/features/other-side-kasserine-577815738> [consulté le 15/02/2015]

Mondiaal Nieuws (MO), *Vrijheid is de enige verworvenheid van de revolutie*, 30/01/2013  
<http://www.mo.be/artikel/vrijheid-de-enige-verworvenheid-van-de-revolutie> [consulté le 14/02/2014];

Nations Online Project, *Administrative Map of Tunisia*, s.d., <http://www.nationsonline.org/oneworld/map/tunisia-administrative-map.htm> [consulté le 13/03/2015]

New York Times, *Tunisia Museum Attack is blow to nation's democratic shift*, 18/03/2015  
<http://www.nytimes.com/2015/03/19/world/africa/gunmen-attack-tunis-bardo-national-museum.html?ref=todayspaper&r=0> [consulté le 18/03/2015]

Office Français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), *Tunisie, la loi d'amnistie générale du 19 février 2011*, 08/08/2014 [http://www.ofpra.gouv.fr/documents/1408\\_TUN\\_Amnistie.pdf](http://www.ofpra.gouv.fr/documents/1408_TUN_Amnistie.pdf) [consulté le 26/01/2015]

Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR), *Report of the OHCHR – Assessment mission to Tunisia*, 26/01/2011 – 02/02/2011

[http://www.ohchr.org/Documents/Countries/TN/OHCHR\\_Assessment\\_Mission\\_to\\_Tunisia.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Countries/TN/OHCHR_Assessment_Mission_to_Tunisia.pdf) [consulté le 14/02/2014]

Qantara.de, (Mersch, S.), *Parliamentary and presidential elections in Tunisia*, 20/10/2014, <http://en.qantara.de/content/parliamentary-and-presidential-elections-in-tunisia-the-euphoria-has-evaporated> [consulté le 19/02/2015]

Qantara.de, (Schäfer, I.), *New horizons or back to square one ?*, 03/11/2014, <http://en.qantara.de/content/after-the-first-free-parliamentary-elections-in-tunisia-new-horizons-or-back-to-square-one> [consulté le 17/02/2015]

Qantara.de, (Stauffer, B.), *The temptations of the gentle restoration*, 24/11/2014 <http://en.qantara.de/content/presidential-election-in-tunisia-the-temptations-of-the-gentle-restoration> [consulté le 17/02/2015]

Reuters, *Timeline : New unrest in Tunisia after political assassination*, 06/02/2013, <http://www.reuters.com/article/2013/02/06/us-tunisia-politics-protests-idUSBRE9150PB20130206> ;

Reuters, *Tunisian union gives government one week to step down*, 01/08/2013 <http://www.reuters.com/article/2013/08/02/us-tunisia-protests-union-idUSBRE97104F20130802> [consulté le 19/11/2013]

Reuters, *Tens of thousands rally to oust Tunisian government*, 06/08/2013, <http://www.reuters.com/article/2013/08/06/us-tunisia-protests-idUSBRE97513220130806> [consulté le 19/11/2013]

Reuters (Markey, P.), *Militants test Tunisia's new democracy*, 03/11/2013 <http://www.reuters.com/article/2013/11/03/tunisia-security-idUSL5N0II2I420131103> [consulté le 14/02/2014]

Reuters, *Three years after uprising, Tunisians celebrate near-model transition*, 14/01/2014 <http://www.reuters.com/article/2014/01/14/us-tunisia-anniversary-idUSBREA0D1DQ20140114> [consulté le 18/02/2014]

Reuters, *Tunisia approves new constitution, appoints new government*, 26/01/2014 <http://www.reuters.com/article/2014/01/27/tunisia-politics-idUSL5N0L00NY20140127> [consulté le 18/02/2014]

Reuters, *In rural Tunisia, economic reforms will be paced to avoid unrest*, 29/04/2014 <http://www.reuters.com/article/2014/04/29/us-tunisia-primeminister-idUSBREA3S0RK20140429> [consulté le 19/01/2015]

Reuters, *Four Tunisian police killed in attack on minister's home*, 27/05/2014 <http://www.reuters.com/article/2014/05/28/us-tunisia-violence-idUSKBN0E806620140528> [consulté le 13/01/2015]

Reuters, *At least 14 Tunisian troops killed in mountain attack*, 17/07/2014 <http://uk.reuters.com/article/2014/07/17/uk-tunisia-violence-idUKKBN0FL2V420140717> [consulté le 02/03/2014]

Reuters, *Turmoil hits Tunisia after secular politician slain*, 25/07/2013 <http://www.reuters.com/article/2013/07/25/us-tunisia-death-idUSBRE9600M320130725> [consulté le 19/11/2013]

Reuters, *Tunisian deputy survives assassination attempt*, 01/09/2014 <http://www.reuters.com/article/2014/09/02/us-tunisia-islamists-attack-idUSKBN0GX06420140902> [consulté le 13/01/2015]

Reuters, *Political Islam tries to adapt to Tunisia election landscape*, 24/10/2014 <http://www.reuters.com/article/2014/10/24/us-tunisia-election-idUSKCN0ID1RN20141024> [consulté le 13/01/2015]

Reuters, *In rural Tunisia, economic malaise weighs on voters*, 25/10/2014, <http://www.reuters.com/article/2014/10/25/us-tunisia-election-idUSKCN0IE0H020141025> [consulté le 21/01/2015]

Reuters, *Tunisia's main secular party wins most seats*, 29/10/2014 <http://www.reuters.com/news/archive/tunisia?view=page&page=3&pageSize=10> [consulté le 13/01/2015]

- Reuters, *Tunisian troops kill gunman in polling station attack*, 21/12/2014, <http://www.reuters.com/article/2014/12/21/us-tunisia-election-attack-idUSKBN0JZ07520141221> [consulté le 13/01/2015]
- Reuters, *Tunisian secular leader Essebsi sworn in as new president*, 31/12/2014 <http://www.reuters.com/article/2014/12/31/us-tunisia-politics-idUSKBN0K90MK20141231> [consulté le 12/01/2015]
- Reuters (Amara, T.), *Tunisia arrests 32 militant Islamists planning 'spectacular' attacks*, 08/02/2015 <http://www.reuters.com/article/2015/02/08/us-tunisia-islamists-idUSKBN0LB0T820150208> [consulté le 03/03/2015]
- Stiftung Wissenschaft und Politik (Mölling, C. & Werenfels, I.), *Post-election Tunisia : Security issues as a threat to democratization*, 12/2014, [http://www.swp-berlin.org/en/publications/swp-comments-en/swp-aktuelle-details/article/tunesien\\_sicherheitsprobleme.html](http://www.swp-berlin.org/en/publications/swp-comments-en/swp-aktuelle-details/article/tunesien_sicherheitsprobleme.html) [consulté le 12/02/2015]
- The Business News.com Tunisia, *Une vague de violence envahit el-Hamma, Jomna et le Kram après l'annonce des résultats de la présidentielle*, 23/12/2014 <http://www.businessnews.com.tn/une-vague-de-violence-envahit-el-hamma-jomna-et-le-kram-apres-lannonce-des-resultats-de-la-presidentielle-audio,520,52282,3> [consulté le 21/01/2015]
- The Daily Star, *Jobless protesters torch police post in Tunisia*, 26/02/2014 <http://www.dailystar.com.lb/News/Middle-East/2014/Feb-26/248558-jobless-protesters-torch-police-post-in-tunisia.ashx> [consulté le 19/02/2015]
- The Guardian, *Suicide bomber strikes by seaside hotel in Tunisia and is only fatality*, 30/10/2013 <http://www.theguardian.com/world/2013/oct/30/suicide-bombing-tunisia-seaside-hotel-sousse> [consulté le 11/02/2015 ]
- The Guardian, *Eight die in Tunis suburb after standoff between militants and national guard*, 04-02-2014 <http://www.theguardian.com/world/2014/feb/04/eight-dead-tunis-suburb-raoued-militants-national-guard-security> [consulté le 18/02/2014]
- The Guardian, *How Tunisia survived the Arab Spring*, 26/12/2014 <http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/dec/26/tunisia-survived-arab-spring> [consulté le 17/02/2015]
- The Guardian, *Man held in Italy over Tunis museum attack*, 21/05/2015, <http://www.theguardian.com/world/2015/may/20/italy-arrest-tunis-bardo-museum-attack> [consulté le 03/06/2015]
- The Jamestown Foundation/Terrorism Monitor (Torelli, S. M.), *Jihadism in Tunisia : The Growing Threat*, 23/01/2015, [http://www.jamestown.org/programs/tm/single/?tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=43440&tx\\_ttnews%5BbackPid%5D=787&no\\_cache=1#.VPcVtiyCjIU](http://www.jamestown.org/programs/tm/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=43440&tx_ttnews%5BbackPid%5D=787&no_cache=1#.VPcVtiyCjIU) [consulté le 11/02/2015]
- The New York Times, *Tunisian discontent reflected in protests that have idled mines*, 13/05/2014 [http://www.nytimes.com/2014/05/14/world/africa/tunisian-discontent-reflected-in-protests-that-have-idled-mines.html?\\_r=1](http://www.nytimes.com/2014/05/14/world/africa/tunisian-discontent-reflected-in-protests-that-have-idled-mines.html?_r=1) [consulté le 19/02/2015]
- The New York Times, *Islamist Party in Tunisia to step down*, 28/09/2013, [http://www.nytimes.com/2013/09/29/world/africa/islamist-party-in-tunisia-to-step-down.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2013/09/29/world/africa/islamist-party-in-tunisia-to-step-down.html?_r=0) [consulté le 19/02/2015]
- The Soufan Group (Barrett, R.), *Foreign Fighters in Syria*, 06/2014 <http://soufangroup.com/wp-content/uploads/2014/06/TSG-Foreign-Fighters-in-Syria.pdf> [consulté le 28/05/2015]
- Tunis Afrique Presse (TAP), *Calm restored to Ben Guardane as tensions fueled by delegation visit ease*, 13/02/2015, <http://tap.info.tn/en/index.php/regions/24645-calm-restored-to-ben-guardane-as-tensions-fueled-by-delegation-visit-ease> [consulté le 04/03/2015]
- Tunis Times, *High rate of unemployment among youth and women*, 25/05/2014, <http://www.thetunistimes.com/2014/05/tunisia-high-rate-unemployment-youth-women-5551/> [consulté le 19/02/2015]



Tunisia Live, *Protestors clash with police in Kasserine and Thala*, 08/01/2014 <http://www.tunisia-live.net/2014/01/08/protesters-clash-with-police-in-kasserine-and-thala/> [consulté le 04/03/2015]

Tunisia Live, *After constitution, Tunisia needs elections and investment*, 31/01/2014 <http://www.tunisia-live.net/2014/02/10/four-arrested-after-shootout-in-tunis-suburb/> [consulté le 13/02/2014]

Tunisia Live, *New areas around Chaambi declared military zones*, 17/04/2014 <http://www.tunisia-live.net/2014/04/17/new-areas-around-chaambi-declared-military-zones/> [consulté le 25/02/2015]

UK government, *Tunisia Travel Advice*, 01/2014 <https://www.gov.uk/foreign-travel-advice/tunisia/safety-and-security> [consulté le 12/02/2014]

UN Economic Commission for Africa, *Tunisia : Economic situation and outlook in the current transition phase*, 07/2014, [http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/note\\_tunisie\\_eng.pdf](http://www.uneca.org/sites/default/files/publications/note_tunisie_eng.pdf) [consulté le 13/01/2015]

UN News Service, *Tunisia's successful presidential elections 'critical step' in country's transition – Ban*, 23/12/2014, <http://www.refworld.org/docid/549d6e004.html> [consulté le 12/01/2015]

Washington Institute, *Assessing Ennahda, Tunisia's winning islamist party*, 18/11/2011 <http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/assessing-annahda-tunisias-winning-islamist-party> [consulté le 14/02/2014]

Washington Post, *Tunisia opts for an inclusive new government*, 03/02/2015 <http://www.washingtonpost.com/blogs/monkey-cage/wp/2015/02/03/tunisia-opts-for-an-inclusive-new-government/> [consulté le 03/02/2015]

Worldbulletin, *Police arrested 15 people who planned to attack vital sites in the southern and eastern parts of Tunisia*, 30/01/2015 <http://www.worldbulletin.net/news/154070/tunisia-says-foiled-terrorist-operation> [consulté le 03/03/2015]

Worldbulletin, *Following protestor's death, the UGTT renewed for a ban on using birdshot to disperse demonstrations in Tunisia*, 10/02/2015, <http://www.worldbulletin.net/news/154765/tunisia-province-declares-strike-over-protester-death> [consulté le 19/02/2015]